

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 METZ
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 6 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METEX NOOVISTA

plate-forme de Carling Saint-Avold
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_METEX_2022-09-30_RAPVI_secheresse_MCBK_31769
Code AIOT : 0003013146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement METEX NOOVISTA implanté plate-forme de Carling Saint-Avold 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 21/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 22 septembre 2022 a porté sur le contrôle des prescriptions relatives à la consommation d'eau et des mesures à mettre en place en cas d'alerte sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METEX NOOVISTA
- plate-forme de Carling Saint-Avold 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0003013146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société METEX NOOVISTA est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2018-DCATA-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié à exploiter une unité de production d'acides carboxyliques (1-3 propanediol (PDO) et acide butyrique (AB)). La mise en service du site a eu lieu au printemps 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accusé réception suite au déclenchement d'une situation de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.2.5.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesures d'urgence lors du dépassement du seuil d'alerte sécheresse	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.2.5.2	/	Sans objet
3	Consommation d'eau du site	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.2.1 (partiel)	/	Sans objet
4	Dispositifs de mesure totalisateurs et registre des volumes prélevés d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.2.1 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite du 22 septembre 2022 n'ont pas mis en évidence de non-conformité mais un délai de réponse trop important suite au déclenchement d'une situation de sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accusé réception suite au déclenchement d'une situation de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.2.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "L'exploitant accuse réception à l'Inspection des Installations Classées de l'information de déclenchement d'une situation d'alerte ou d'une situation d'alerte renforcée ou d'une situation de crise par la Préfecture et confirme la mise en œuvre des mesures prévues aux points 4.2.5.2., 4.2.5.3. , 4.2.5.4. ci-dessus."
Constats : Par courriel du 13 juin 2022, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant du passage en vigilance sécheresse. Par courriel du 4 août 2022, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant du passage en alerte sécheresse par arrêté 2022-DDT/SABE/EAU n°34 du 29 juillet 2022 de la zone de gestion "Sarre". Compte tenu de la période estivale de congés, l'exploitant en a accusé réception uniquement le 19 août 2022. Par arrêté 2022-DDT/SABE/EAU n°44 du 27 août 2022, le préfet a maintenu la zone de gestion "Sarre" en situation d'alerte sécheresse jusqu'au 28 septembre 2022. Cet arrêté n'a pas été prolongé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures d'urgence lors du dépassement du seuil d'alerte sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.2.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ; - renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ; - interdiction de laver les véhicules de l'établissement ; - interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ; - report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ; - interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau. <p>Ces mesures sont mises en oeuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité. L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, sous un délai de 1 semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> · les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté Préfectoral d'autorisation ; · le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement) ; · le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site ; · le débit en marche dégradée ; · le débit de sécurité si existant ; · la période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple ... <p>Les quantités seront données en m³/jour ou m³/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques. L'exploitant propose dans son rapport d'une part des mesures de réduction de consommation d'eau (le recyclage de certaines eaux de nettoyage, la modification de certains modes opératoires...) et d'autre part des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée (écrêtement des débits de rejet ou une rétention temporaire des effluents...)." </p>
<p>Constats : Après plusieurs relances de l'inspection des installations classées (par courriels des 8 et 16 septembre 2022), l'exploitant a transmis le bilan requis. L'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir procédé à la sensibilisation des salariés mais n'a pas été en mesure de le justifier ; - avoir arrêté la production du 15 août 2022 au 12 septembre 2022 ; - avoir une production limitée à 50 % à partir de mi-septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consommation d'eau du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.2.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>réseau d'eau potable de la plateforme / SEE / consommation annuelle maximale : 205 000 m³/an</p> <p>réseau d'eau déminéralisée de la plateforme / TEPF / consommation annuelle maximale : 23 000 m³/an [...]"</p>
Constats : Sans observation sur la base des données 2021 et 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositifs de mesure totalisateurs et registre des volumes prélevés d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.2.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "[...] Un ou plusieurs dispositifs de mesure totalisateurs de type volumétrique sont installés sur les arrivées d'eau potable et d'eau déminéralisée. Ces dispositifs sont relevés journalièrement si le débit est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'Inspection des Installations Classées. [...]"
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none">- le registre du relevé journalier du débitmètre FQIT01100 au niveau de l'arrivée d'eau déminéralisée ;- le registre du relevé journalier du débitmètre FQIT01400 au niveau de l'arrivée d'eau potable. Ces registres n'appellent pas d'observation. Par courriel du 29 septembre 2022, l'exploitant a transmis le rapport d'étalonnage du débitmètre "eau déminéralisée" réalisé le 9 avril 2020, qui n'appelle pas d'observation. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport d'étalonnage du débitmètre "eau potable" mais s'engage à procéder à son étalonnage au prochain arrêt technique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet